



LOI DE FINANCES 2026

REVENUS & PLACEMENTS : QUELS CHANGEMENTS ?

✓ Enjeu

Les débats de la loi de finances 2026 ont été une surenchère de nouvelles taxes ou suppression d'avantages pour les particuliers (retour de l'ISF, épargne salariale, emplois à domicile...) comme pour les entreprises (taxe Zucman, taxes sur les holdings...). L'usage de l'article 49.3 y a mis un terme mais des changements notables sont à connaître.

✓ Synthèse des nouvelles dispositions fiscales

Assurance-vie	Aucun changement.
FCPI, FIP	Réduction d'impôt de 25% de la part éligible des fonds maintenue.
Girardin industriel	Dispositif de défiscalisation maintenu.
Investissement locatif	Création du statut de bailleur privé : possibilité de déduire l'amortissement de la valeur du bien (loué nu) des revenus fonciers (explications : cf. Newsletter de Janvier Février 2026).
PER (Plan Epargne Retraite)	Fin de la déductibilité des primes versées à compter des 70 ans du souscripteur. Délai de report des plafonds de déduction porté de 3 à 5 ans.
CDHR (Contribution Différentielle sur les Hauts Revenus)	Applicable tant que le déficit public ne repasse pas sous le seuil de 3 % du PIB (attendu à 5,4 % en 2025). Elle consiste en un taux minimal d'imposition de 20 % pour les ménages percevant plus de 250.000 € annuels pour une personne seule et 500.000 € pour un couple.
Dons loi « Coluche »	Doublément du plafond de la réduction d'impôt dite « Coluche » (organismes d'aide aux personnes en difficulté pour la fourniture de repas, le logement et les soins médicaux, associations accompagnant les victimes de violence domestique). Avantage fiscal : 75 % du don dans la limite de 2.000 € de don.
Impôt sur le Revenu	Indexation sur l'inflation du barème de l'IRPP. Les tranches applicables aux revenus perçus en 2025 sont réévaluées de 0,9 %.
Pacte Dutreil (transmission des entreprises)	Les biens personnels qui ne concernent pas « exclusivement » l'activité professionnelle seront exclus du dispositif qui permet de réduire la fiscalité sur les transmissions d'entreprises familiales. Les bénéficiaires devront désormais s'engager à conserver les actifs reçus pendant 6 ans au lieu de 4.
Taxes sociales sur des placements	Hausse du PFU à 31,4% (CSG augmentée à 10,6%) appliquée aux dividendes, plus-values de cession de valeurs mobilières (comptes-titres), produits de placements à revenu fixe imposables (comptes à terme, comptes courants rémunérés ou livrets bancaires fiscalisés), produits de l'épargne salariale (participation/PEE/PERCO), plus-values sur actifs numériques (cryptomonnaies), revenus de location meublée non professionnelle, gains lors du retrait / de la clôture du PEA, rentes de PER issues de versements volontaires déduits et aux intérêts des PER en cas de sortie en capital.



Les débats parlementaires ont révélé les intentions fiscales des partis qui participeront aux présidentielles. Utiliser en 2026 les défiscalisations ponctuelles existantes est pertinent.